

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

Avis 30.964/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 30.964/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 28 novembre 2000, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "organisant la vérification des conditions d'aptitude physique et mentale des membres d'équipage de conduite des aéronefs civils", a donné le 13 février 2002 l'avis suivant :

De RAADVAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 28 november 2000 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de organisatie van de controle van de voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid van de leden van het stuurpersoneel van burgerlijke luchtvaartuigen", heeft op 13 februari 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE

L'auteur du projet a choisi de donner à celui-ci la forme d'un arrêté royal, et non plus d'un arrêté ministériel - qui était celle de l'arrêté du 8 février 1985 qu'il entend abroger.

L'on peut considérer que ce choix est conforme au prescrit de l'article 5 de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation.

Cependant, les articles 34 et 37 de l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne prévoient expressément que le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique arrête les conditions d'aptitude physique et mentale, et qu'il peut soumettre le titulaire d'une licence à un examen médical (...) en vue de constater si l'intéressé possède toujours l'aptitude physique et mentale, (...) requise pour l'obtention de la licence et de la qualification.

Afin de ne pas créer de contradiction avec ces articles, ceux-ci devront être partiellement abrogés ou modifiés par l'arrêté en projet (le Roi pouvant indiquer que les conditions d'aptitude physique ou mentale, ainsi que de leur vérification sont fixées par Lui).

C'est ainsi que la mention de l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, trouvera sa justification au préambule.

Par contre, un arrêté royal ne devant figurer au préambule d'un autre arrêté royal que si celui-ci le modifie ou l'abroge, l'alinéa consacré à l'arrêté royal du 25 mai 1999 fixant les conditions particulières imposées pour l'admission à la circulation aérienne des aéronefs ultra-légers motorisés, sera omis.

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'article 1^{er} définit les notions d'"Examen médical approfondi" et d'"Examen médical courant". De même, l'article 24 précise que le certificat médical contient "la date du dernier examen médical approfondi". Or, à part l'article 34, aucune disposition du projet ne précise quand il convient de subir l'un ou l'autre de ces examens.

Par ailleurs, les articles 24 et 30, § 1^{er}, visent également "la date de l'examen général" ou "la date du premier examen général". L'on se demande si cet "examen général" correspond à "l'examen médical courant".

Enfin, le projet d'arrêté ministériel "fixant les conditions d'aptitude physique et mentale des membres d'équipage de conduite des aéronefs civils", soumis également pour avis à la section de législation du Conseil d'Etat ⁽¹⁾, mentionne les notions d'"examen médical de révision" (article 4, 6°) et d'"examen d'admission" (article 20, 3°).

Il convient d'utiliser des termes uniformes, d'indiquer clairement les cas dans lesquels les différents examens doivent être subis et les caractéristiques générales de ces examens, leur contenu précis pouvant être réglé par le projet d'arrêté ministériel.

2. L'article 3, § 3, ne contient pas uniquement une description fonctionnelle des attributions de la Section de médecine aéronautique mais également un certain nombre de règles qui trouveraient mieux leur place dans le corps du texte.

3. La réglementation de la procédure de recours doit être prévue dans un chapitre distinct qui doit logiquement trouver sa place après le chapitre qui traite des décisions contres lesquelles un recours est organisé.

La Commission de recours n'ayant pas un caractère juridictionnel, mieux vaut éviter d'emprunter des expressions au droit judiciaire et utiliser les mots "recours" et "requérant".

⁽¹⁾ Avis 32.492/4, donné le même jour.

4. L'article 23 prévoit quelle autorité remet le certificat médical. Il n'indique cependant pas qui prend la décision sur l'aptitude ou l'inaptitude du candidat. Cette question est partiellement réglée (...) à l'article 3, § 3, 6° et 8°.

La fonctionnaire déléguée suggère de fusionner les articles 22 et 23 en un nouvel article rédigé comme suit :

"Art. (...). Dès la fin de l'examen médical et après constatation de son aptitude par :

- 1° la Section de médecine aéronautique pour les examens initiaux de classe 1;
- 2° le médecin responsable du Centre d'expertise de médecine aéronautique pour les examens de revalidation ou de renouvellement de classe 1, et pour tous les examens des classes 2 et 3;

un certificat médical est remis à l'intéressé par l'auteur de la décision".

Cette proposition perd cependant de vue qu'en vertu de l'article 20, alinéa 2, certains examens médicaux sont subis non pas dans un Centre d'expertise de médecine aéronautique mais chez un médecin examinateur agréé.

5. L'article 3, § 3, 3°, et l'article 27, permettent à la Section de médecine aéronautique, pour des raisons médicales, de limiter ou de suspendre un certificat médical délivré par un centre d'expertise de médecine aéronautique ou par un médecin examinateur agréé. L'article 27 prévoit également le retrait du certificat médical ⁽²⁾.

Selon la fonctionnaire déléguée, c'est à la suite de la transmission, par le médecin responsable du centre d'expertise de médecine aéronautique ou par le médecin examinateur agréé, du rapport complet signé (article 21), que la Section de médecine aéronautique vérifie les décisions et dispose du pouvoir de les modifier, après avoir éventuellement réexaminé le candidat.

⁽²⁾ Selon la fonctionnaire déléguée, le retrait sera également prévu à l'article 3, § 3, 3°.

La fonctionnaire déléguée a également précisé :

- 1° que la durée de la suspension n'est pas précisée car elle dépend essentiellement de la pathologie qui a motivé cette suspension;
- 2° qu'il appartient au candidat de prendre lui-même l'initiative de poursuivre la procédure. Il choisit lui-même le moment qu'il estimera médicalement opportun pour se représenter devant le médecin examinateur pour cette pathologie. Tous les résultats des autres examens médicaux relatifs à ce qui ne concerne pas cette pathologie lui restent acquis pour autant que l'on soit toujours dans les délais de validité propre à chaque examen;
- 3° que l'administration compte insérer un alinéa disposant que la Section de médecine aéronautique décide de l'aptitude ou de l'inaptitude à l'issue de la procédure de suspension.

Toutes ces précisions doivent être clairement indiquées dans le projet qui doit envisager la procédure dans son ordre chronologique.

Il convient de charger la Section de médecine aéronautique de fixer la durée de la suspension.

Enfin, si l'auteur du projet insère une disposition prévoyant que la Section de médecine aéronautique décide de l'aptitude ou de l'inaptitude à l'issue de la procédure de suspension, c'est devant cette section que le candidat doit, semble-t-il, se représenter et non devant le médecin examinateur.

6. Les articles 3, § 3, 4°, et 31 prévoient un nouvel examen par la Section de médecine aéronautique en cas de doute quant au maintien de l'aptitude médicale du détenteur d'un certificat médical. Ces articles ne fournissent cependant aucune précision en ce qui concerne les cas dans lesquels cet examen a lieu et la procédure à suivre, notamment, ils n'indiquent pas la manière dont la Section de médecine aéronautique peut se saisir ou être saisie d'un cas douteux.

.../...

Il semble que ce nouvel examen puisse intervenir soit lorsque la section de médecine aéronautique reçoit le rapport complet signé visé à l'article 21, soit lorsqu'elle apprend par un tiers, ou par l'intéressé lui-même, qu'un problème de santé se pose.

Il convient d'apporter les précisions nécessaires dans le projet et de prévoir les règles de procédure nécessaires.

7. L'article 26 fait allusion à un réexamen du demandeur par la Section de médecine aéronautique. Cette question est davantage, quoique de manière insuffisante, développée à l'article 3, § 3, 5°.

La procédure de réexamen soulève plusieurs questions :

- 1° Dans quel délai la requête de réexamen doit-elle être introduite ?
- 2° La section de législation se demande si la procédure de réexamen est également applicable lorsque la Section de médecine aéronautique a rendu elle-même la décision dans le cadre des examens initiaux de classe 1 ou si, dans ce cas seul, est possible le recours devant la Commission de recours.

8. Il résulte des observations qui précèdent que le projet d'arrêté royal doit être restructuré, afin de traiter les différentes questions de manière logique, dans leur ordre chronologique et en veillant à utiliser une terminologie uniforme.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Alinéa 1^{er}

1. Ni la Convention de Chicago ni sa loi d'assentiment ne constituent des fondements légaux pour le projet d'arrêté; cet alinéa doit donc être omis.

.../...

Alinéa 7

L'avis du Ministre de la Santé publique ne correspond à aucune consultation obligatoire; il y a lieu de l'omettre.

Alinéa 9

Il convient d'écrire :

"Vu l'avis 30.964/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 février 2002;"

DispositifArticle 1^{er}

1. Il y a lieu d'utiliser l'expression "Centre d'expertise de médecine aéronautique agréé". En effet, tout comme le médecin examinateur, le centre d'expertise de médecine aéronautique doit également être agréé.

2. Il convient de préciser que le certificat médical peut être de classe 1, 2, ou 3, selon qu'il fait suite à un examen de classe 1, 2 ou 3.

En effet, l'article 4, 1°, du projet d'arrêté ministériel, précité, fait référence à un "certificat médical de classe 1".

3. La définition du certificat médical fait état du demandeur ou du titulaire "d'une licence, une autorisation ou une qualification".

Or, dans la suite du projet d'arrêté, il est seulement fait état de la licence ou de la qualification (cf. définition de l'"Examen de classe 1") ou "du demandeur ou du titulaire d'une licence". Ces expressions doivent, dès lors, être complétées.

.../...

Par ailleurs, il y a lieu de faire précéder chaque tiret du mot "licence" "autorisation" ou "qualification".

4. Dans la définition de l'"Examen médical approfondi", les points 1 et 2 font référence, respectivement , à "un médecin spécialiste qualifié en oto-rhino-laryngologie et autorisé par la Section de médecine aéronautique" et à un "médecin spécialiste qualifié en ophtalmologie et autorisé par la Section de médecine aéronautique".

Or, il n'est pas fait état dans le projet d'une procédure "d'autorisation" de ces médecins spécialistes par la Section de médecine aéronautique.

5. L'article 1^{er} définit les notions de "licence(s) de classe 1, 2, ou 3". Or, ces notions ne sont pas utilisées dans la suite du projet.

Article 3

1. C'est au ministre, et non au directeur général de l'administration, qu'il appartient de nommer le président de la Section de médecine aéronautique.

2. Le paragraphe 2 dispose que les décisions de la Section de médecine aéronautique sont prises à la majorité des membres présents.

Il convient d'ajouter qu'en cas de parité, la voix du président est prépondérante.

3. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, dispose qu'"En cas d'indisponibilité du Président, le membre présent le plus âgé assume les fonctions du président de la Section de médecine aéronautique, à l'exception de la fonction de direction du Secrétariat médical".

.../...

La section de législation se demande, dès lors, qui exercera la fonction de direction du secrétariat médical en cas d'indisponibilité du Président.

4. Le paragraphe 3, 1°, dispose que la Section de médecine aéronautique propose au directeur général de l'administration aéronautique, la délivrance, le renouvellement, la suspension et le retrait de l'agrément des :

- 1° Centres d'expertise de médecine aéronautique;
- 2° médecins examinateurs;
- 3° médecins responsables.

Or, aucune disposition du projet ne prévoit d'agrément particulier pour les médecins responsables.

Par ailleurs, les articles 9 à 18 prévoient uniquement l'agrément, son renouvellement et son "expiration automatique" mais ni la procédure, ni les cas de suspension et de retrait. Cette lacune doit être comblée.

5. Le paragraphe 3, 7°, fait mention "d'une dérogation et/ou d'une limitation". Il convient de préciser en quoi consiste une dérogation et une limitation.

6. Le 9° prévoit que la section de médecine aéronautique "transmet les informations médicales relatives à tout demandeur ou titulaire d'une licence aux autorités médicales aéronautiques d'un Etat tiers, à la demande de ce dernier ou de l'intéressé lui-même".

Il en résulte que l'accord de l'intéressé n'est pas toujours nécessaire pour la transmission de telles informations.

Or, en vertu de l'article 22 de la Constitution, chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi, et non par un arrêté royal. Il en résulte qu'à défaut de fondement légal, les informations médicales ne peuvent être transmises à d'autres personnes que celles chargées de délivrer les certificats médicaux ou de statuer sur les recours en la matière.

Article 4

1. Au paragraphe 2, 1°, il convient de préciser à qui le Conseil de médecine aéronautique donne des avis motivés ou, à tout le moins, qui peut lui en demander.

2. Au paragraphe 2, 2°, de l'accord de la fonctionnaire déléguée, il y a lieu de remplacer les mots "tout différend" par les mots "toute divergence de vues".

Article 6

Au paragraphe 1^{er}, de l'accord de la fonctionnaire déléguée, la seconde partie de la phrase doit être rédigée comme suit :

"(...) contre les décisions de la Section de médecine aéronautique visées à l'article 3, § 3, 3°, 6° et 7°".

Il ne justifie pas, en effet, qu'un recours ne puisse être introduit contre les décisions visées au 3° et au 7°; selon la fonctionnaire déléguée, il s'agit d'une omission.

Article 7

Il convient de préciser le délai dans lequel la Commission de recours doit rendre sa décision, une fois que le dossier médical est complet.

Article 9

Cet article vise le médecin examinateur agréé "attaché à un Centre de médecine aéronautique" qui doit être agréé.

La section de législation se demande si le Centre de médecine aéronautique agréé correspond aux "Centres d'expertise de médecine aéronautique" visé à l'article 10.

Article 10

En visant une période n'"excédant pas trois ans" et "des périodes maximales de trois ans", le paragraphe 2 semble impliquer qu'un agrément pourrait être inférieur à trois ans. Si telle est l'intention de l'auteur du projet, il convient de préciser en fonction de quels critères l'agrément est accordé pour une période autre que trois ans.

La même observation vaut pour l'article 11, § 2.

2. En vertu du paragraphe 3, 1°, un centre d'expertise aéronautique ne peut être agréé que s'il est situé à l'intérieur des frontières nationales. Selon la fonctionnaire déléguée, rien ne s'oppose à ce qu'un pilote se fasse examiner dans un centre agréé dans un autre Etat de l'Union européenne.

Cette précision doit figurer dans le texte.

Article 11

1. Le paragraphe 3 dispose que l'agrément est accordé pour la réalisation des examens médicaux de revalidation ou de renouvellement. Qu'en est-il pour les examens médicaux initiaux ?

2. Le paragraphe 4 fait référence à "la formation en médecine aéronautique conforme au programme agréé". Il convient de préciser directement, et non à l'article 17, que la formation en question est la formation supérieure en médecine aéronautique pour pouvoir réaliser les examens de classe 1 et la formation de base en médecine aéronautique pour pouvoir réaliser les examens des classes 2 et 3.

Article 14

Cet article mentionne l'existence d'une "formation de recyclage reconnue".

Or, aucune disposition du projet n'organise un système de reconnaissance de pareille formation.

Article 16

Cet article n'ajoute rien par rapport aux articles 14 et 15, si ce n'est l'indication vague que les examens de médecine aéronautique doivent avoir été effectués "à la satisfaction de la Section de médecine aéronautique".

Article 20

1. A l'alinéa 1^{er}, les mots "auprès duquel il (a) introduit sa demande" ne sont pas clairs, et ce d'autant plus qu'ils ne sont pas répétés aux alinéas 2 et 3.

2. A l'alinéa 3, les mots "le demandeur ou" sont inutiles et seront omis. En effet, dès lors qu'il ne s'agit pas d'un examen initial, la personne qui doit subir l'examen est obligatoirement déjà titulaire d'une licence ou d'une autorisation.

3. A l'alinéa 4, il convient de préciser que le candidat a le libre choix du Centre de médecine aéronautique ou du médecin examinateur.

.../...

Article 22

Les mots "Dès la fin de l'examen médical" ne sont pas clairs. Signifient-ils que le certificat médical doit être remis à l'instant même où l'intéressé a terminé la visite médicale ? Cela semble peu probable dans le cas de l'examen initial de classe 1 puisque, dans cette hypothèse, le certificat est remis par la Section de médecine aéronautique et non par le médecin responsable du Centre d'expertise de médecine aéronautique où l'intéressé a subi les examens.

La fonctionnaire déléguée a donné les explications suivantes :

"Le certificat médical doit effectivement être directement délivré pour les examens médicaux de revalidation ou de renouvellement des classes 1, 2 et 3 quand aucun examen complémentaire n'est requis.

Dans tous les autres cas, (...) le certificat est envoyé par l'auteur de la décision lorsque les examens complémentaires sont terminés."

Le texte doit être revu en conséquence.

Article 23

Il y a contradiction entre le 2° qui dispose que le certificat médical est remis par le médecin responsable du Centre d'expertise de médecine aéronautique pour tous les examens des classes 2 et 3 et le 3° qui dispose que pour les examens de revalidation ou de renouvellement des classes 2 et 3, c'est le médecin examinateur qui remet le certificat.

Il semble, dès lors, que seuls les examens initiaux des classes 2 et 3 doivent être visés au 2°, ce qui est d'autant plus logique que les examens des classes 2 et 3, autres que les examens initiaux, ne doivent pas obligatoirement être subis dans un centre d'expertise de médecine aéronautique (article 20, alinéa 3).

Article 30

Au paragraphe 3, la section de législation suppose que les exceptions seront déterminées par le ministre. Il convient, dès lors, de le préciser expressément et d'indiquer ce qui peut justifier ces exceptions. A défaut de ce faire, la règle énoncée ne serait pas admissible puisqu'il pourrait y être dérogé par le ministre sans aucune limitation.

Article 32

Aux 1° et 2°, le second tiret est peu compréhensible à défaut, pour le projet, de régler les différents types d'examens (approfondi, courant et général).

Article 33

Au paragraphe 2, il convient de préciser ce qu'est une qualification IFR.

Article 35

1. L'intitulé qui précède l'article 35 est inadéquat en ce qui concerne la protection de la maternité.

Il y a lieu de le modifier ou de faire figurer les règles relatives à l'état de grossesse dans une autre disposition.

2. Au paragraphe 3, 3°, la section de législation se demande si la suspension joue de plein droit. Ne faut-il pas renvoyer le certificat médical ?

Ainsi que l'a admis la fonctionnaire déléguée, le certificat doit être renvoyé en cas de suspension. Cette précision doit être insérée dans le projet d'arrêté.

3. Plutôt que de prévoir, au paragraphe 3, alinéa 4, un mécanisme qui s'apparente à une suspension, mieux vaut prévoir qu'en cas de grossesse la Section de médecine aéronautique détermine la période de suspension du certificat médical et les conditions éventuelles.

4. Au paragraphe 4, il y a lieu d'indiquer que les cas mentionnés entraînent de plein droit une suspension de la validité du certificat médical pour, respectivement quarante-huit heures et douze heures.

Article 36

1. Cette disposition trouverait mieux sa place dans ou après l'article 20.

2. Les mots "Le demandeur ou le détenteur d'un certificat médical" seront remplacés par les mots "Celui qui subit un examen médical".

Article 37

Cet article mentionne "le demandeur ou le titulaire d'une licence d'entraînement".

La section de législation se demande pour quelle raison le projet ne mentionne que la licence d'entraînement. Il va de soi que toute personne qui doit subir un examen médical doit indiquer quelle est la licence, la qualification ou l'autorisation qu'elle détient ou souhaite obtenir.

Par ailleurs, l'article 1^{er} du projet ne mentionne qu'un type d'autorisation d'entraînement.

Enfin, cette disposition trouverait mieux sa place dans l'article 20.

Article 39

C'est au ministre et non au directeur général de l'administration de l'aéronautique qu'il convient de déléguer le pouvoir réglementaire d'établir les formulaires utilisés. En effet, un fonctionnaire ne peut se voir attribuer un pouvoir réglementaire.

Article 40

C'est à l'arrêté ministériel qu'il appartient d'abroger l'arrêté ministériel du 8 février 1985.

Article 42

Il convient d'écrire :

"Art. 42. Le Ministre qui a la navigation aérienne dans ses attributions".

OBSERVATIONS FINALES

1. L'insertion de titres entre certains groupes d'articles doit se faire par voie de chapitres. Le nombre assez élevé d'articles du projet justifie d'ailleurs une telle division. Le dernier chapitre devrait alors s'intituler "Dispositions diverses et finales".

2. De nombreux articles du projet font usage de tirets; or, cette pratique doit être évitée, afin de pouvoir identifier sans difficulté les dispositions concernées.

3. Tous les "§ 1" s'éciront "§ 1^{er}".

Observations finales d'ordre linguistique

Du point de vue de la correction de la langue, le texte néerlandais du projet est mal rédigé et devrait être revu entièrement. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et à titre d'exemple que sont faites ci-après à ce sujet quelques propositions de texte.

Article 1^{er}

Il faudrait écrire "onderzoekend geneesheer" et non "geneesheer-examinator"; "afgegeven" au lieu de "afgeleverd"; "geschikt verklaard is" au lieu de "geschikt verklaard werd"; "behoren tot de bevoegdheid van" au lieu de "ressorteren onder de bevoegdheid van"; "door middel van" au lieu de "bij middel van"; "vernieuwing" au lieu de "hernieuwing"; "plaatsheeft in de loop van de 45 dagen" au lieu de "gebeurt tijdens de 45 dagen".

Article 2

Il faudrait écrire "bij het Ministerie" et non "in de schoot van het Ministerie".

Article 3

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, devrait être rédigé comme suit :

"De sectie Luchtvaartgeneeskunde (...) leden die uit geneesheren bijzonder bevoegd voor luchtvaartgeneeskunde, zijn aangewezen door de minister bevoegd voor het Bestuur van de Luchtvaart."

Il faudrait écrire également "een lid van wie" au lieu de "een lid waarvan"; "de functie" et non "de functies".

.../...

Au paragraphe 3, 5°, in fine, il faudrait écrire "ermee belasten" au lieu de "ermee gelasten"; et au 7°, alinéa 2, "geschiktheidsverklaring" au lieu de "beslissing tot geschiktheid".

Article 4

Au 2°, il faudrait écrire "geneeskundige onderzoeken" et non "medische onderzoeken".

.

Au 4°, il faudrait écrire "uitvoerend personeel" au lieu de "uitvoeringsagenten".

VOORAFGAANDE OPMERKING

De steller van het ontwerp heeft ervoor gekozen dat ontwerp op te maken in de vorm van een koninklijk besluit, en niet meer in de vorm van een ministerieel besluit, zoals dat van 8 februari 1985, waarvan hij de opheffing beoogt.

Er kan worden aangenomen dat deze keuze overeenstemt met het bepaalde in artikel 5 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919, betreffende de regeling der Luchtvaart.

Toch bepalen de artikelen 34 en 37 van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart uitdrukkelijk dat de Minister die met het bestuur van de luchtvaart is belast, de eisen inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid vaststelt, en dat hij de houder van een vergunning aan een geneeskundig onderzoek kan onderwerpen (...) om vast te stellen of de betrokkene nog altijd de lichamelijke en geestelijke geschiktheid bezit (...) die vereist zijn om de vergunning en de bevoegdverklaring te verkrijgen.

Om strijdigheid met die artikelen te voorkomen, moeten deze gedeeltelijk worden opgeheven of gewijzigd bij het ontworpen besluit (waarbij de Koning kan aangeven dat Hij de voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid en inzake de controle ervan, vaststelt).

Zo is het dat de verwijzing in de aanhef naar het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart gerechtvaardigd zal zijn.

Daartegenover staat dat in de aanhef van een koninklijk besluit nooit naar een ander koninklijk besluit wordt verwezen, tenzij dit koninklijk besluit door het eerstgenoemde besluit wordt gewijzigd of opgeheven, zodat het lid waarin wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 25 mei 1999 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden opgelegd voor de toelating tot het luchtverkeer van ultralichte motorluchtvaartuigen, dient te vervallen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In artikel 1 worden de begrippen "Grondig geneeskundig onderzoek" en "Gewoon geneeskundig onderzoek" omschreven. In artikel 24 wordt bovendien gepreciseerd dat "de datum van het laatste grondig onderzoek" op het geneeskundig attest (lees : geneeskundige verklaring) staat. Met uitzondering van artikel 34 wordt echter in geen enkele bepaling van het ontwerp aangegeven wanneer de betrokkene deze onderzoeken moet ondergaan.

Voorts wordt in de artikelen 24 en 30, § 1, eveneens gewag gemaakt van "de datum van het algemeen onderzoek" of van "de datum van het eerste algemeen onderzoek". De vraag rijst of dat "algemeen onderzoek" overeenkomt met het "gewoon geneeskundig onderzoek".

Ten slotte worden in het ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid van de leden van het stuurpersoneel van burgerlijke luchtvaartuigen", dat eveneens om advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegd is ⁽¹⁾, de bewoordingen "moet ... opnieuw een medisch onderzoek ondergaan" (artikel 4, 6°) en "initieel onderzoek" (artikel 20, 3°) gebezigd.

Er dienen eenvormige bewoordingen te worden gebezigd en de gevallen waarin de verschillende onderzoeken moeten worden ondergaan en de algemene kenmerken van die onderzoeken moeten duidelijk worden aangegeven, terwijl bij het ontwerp van ministerieel besluit kan worden bepaald wat ze precies inhouden.

2. Artikel 3, § 3, bevat niet alleen een functionele beschrijving van de bevoegdheden van de sectie Luchtvaartgeneeskunde, maar ook een aantal regels die beter bij de eigenlijke bepalingen van het besluit zouden staan.

⁽¹⁾ Advies 32.492/4, gegeven op dezelfde dag.

3. De beroepsprocedure moet worden geregeld in een afzonderlijk hoofdstuk, dat logischerwijs moet worden ingevoegd na het hoofdstuk dat handelt over de beslissingen waartegen beroep openstaat.

Daar de Beroepscommissie geen rechterlijke instantie is, is het beter geen bewoordingen aan het procesrecht te ontleen en de woorden "beroep" en "verzoeker" te bezigen.

4. Artikel 23 bepaalt welke overheid de geneeskundige verklaring afgeeft. Er wordt evenwel niet in aangegeven wie de beslissing over de geschiktheid of ongeschiktheid van de kandidaat neemt. Deze kwestie wordt gedeeltelijk geregeld (...) in artikel 3, § 3, 6° en 8°.

De gemachtigde ambtenaar stelt voor de artikelen 22 en 23 samen te voegen tot een nieuw artikel, luidende :

"Art. (...). Na afloop van het geneeskundig onderzoek en nadat de betrokkene geschikt bevonden is door :

- 1° de sectie Luchtvaartgeneeskunde wat betreft de initiële onderzoeken van klasse 1;
- 2° de verantwoordelijke geneesheer van het Expertisecentrum voor Luchtvaartgeneeskunde wat betreft de onderzoeken voor vernieuwing of weer geldigverklaring van klasse 1 en wat betreft alle onderzoeken van de klassen 2 en 3;

geeft de persoon die de beslissing genomen heeft aan de betrokkene een geneeskundige verklaring af".

Met dit voorstel wordt evenwel uit het oog verloren dat krachtens artikel 20, tweede lid, de betrokkene bepaalde geneeskundige onderzoeken niet in een Expertisecentrum voor Luchtvaartgeneeskunde, maar bij een erkend onderzoekend geneesheer ondergaat.

5. Volgens de artikelen 3, § 3, 3°, en 27 kan de sectie Luchtvaartgeneeskunde om medische redenen beperkingen stellen op een geneeskundige verklaring die afgegeven wordt door een Expertisecentrum voor Luchtvaartgeneeskunde of een erkend onderzoekend geneesheer, of haar schorsen. Artikel 27 voorziet eveneens in de intrekking van de geneeskundige verklaring ⁽²⁾.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is het nadat de verantwoordelijke geneesheer van het Expertisecentrum voor Luchtvaartgeneeskunde of de erkende onderzoekend geneesheer het ondertekende volledige verslag hebben overgezonden (artikel 21), dat de sectie Luchtvaartgeneeskunde de beslissingen onderzoekt en bevoegd is om ze te wijzigen, na eventueel de kandidaat wederom te hebben onderzocht.

De gemachtigde ambtenaar heeft er eveneens op gewezen dat :

- 1° de duur van de schorsing niet wordt bepaald, omdat die hoofdzakelijk afhangt van de aandoening die het motief van die schorsing vormt;
- 2° de kandidaat zelf het initiatief moet nemen om de procedure voort te zetten. Hij kiest zelf het ogenblik dat hij uit een medisch oogpunt geschikt acht om zich voor die aandoening opnieuw bij de onderzoekend geneesheer aan te melden. Alle resultaten van de andere geneeskundige onderzoeken met betrekking tot wat geen verband houdt met die aandoening, blijven voor de kandidaat dezelfde, op voorwaarde dat de geldigheidstermijn voor elk onderzoek nog niet verlopen is;
- 3° de overheid van plan is een lid in te voegen waarin bepaald wordt dat de sectie Luchtvaartgeneeskunde na afloop van de schorsingsprocedure beslist over de geschiktheid of ongeschiktheid.

Al deze preciseringen dienen in het ontwerp duidelijk te worden aangegeven en de procedure moet er in chronologische volgorde worden uiteengezet.

De sectie Luchtvaartgeneeskunde moet ermee worden belast de duur van de schorsing vast te stellen.

⁽²⁾ Volgens de gemachtigde ambtenaar moet artikel 3, § 3, 3°, eveneens in intrekking voorzien.

Ten slotte, indien de steller van het ontwerp een bepaling invoegt waarin staat dat de sectie Luchtvaartgeneeskunde na afloop van de schorsingsprocedure beslist over de geschiktheid of ongeschiktheid, moet de kandidaat zich blijkbaar bij deze sectie opnieuw aanmelden en niet bij de onderzoekend geneesheer.

6. De artikelen 3, § 3, 4°, en 31 voorzien in een nieuw onderzoek door de sectie Luchtvaartgeneeskunde in geval van twijfel over de verdere medische geschiktheid van de houder van een geneeskundige verklaring. In deze artikelen wordt echter niets bepaald over de gevallen waarin dat onderzoek plaatsheeft en de te volgen procedure, inzonderheid over de wijze waarop de sectie Luchtvaartgeneeskunde een twijfelgeval aan zich kan trekken of waarop het haar kan worden voorgelegd.

Dat nieuwe onderzoek kan blijkbaar plaatsvinden, ofwel wanneer de sectie Luchtvaartgeneeskunde het ondertekende volledige verslag ontvangt waarvan sprake is in artikel 21, ofwel wanneer ze via een derde persoon, of van de betrokkene zelf, verneemt dat zich een gezondheidsprobleem voordoet.

In het ontwerp dienen de nodige wijzigingen te worden aangebracht en dienen de noodzakelijke procedureregels te worden opgenomen.

7. In artikel 26 is sprake van een heronderzoek van de aanvrager door de sectie Luchtvaartgeneeskunde. Deze kwestie wordt, hoewel op een ontoereikende wijze, nader uiteengezet in artikel 3, § 3, 5°.

De procedure van heronderzoek doet verschillende vragen rijzen :

- 1° Binnen welke termijn moet de aanvraag om heronderzoek worden ingediend ?
- 2° De afdeling wetgeving vraagt zich af of de procedure van heronderzoek eveneens van toepassing is wanneer de sectie Luchtvaartgeneeskunde zelf de beslissing heeft genomen in het licht van de initiële onderzoeken van klasse 1, dan wel of, alleen in dat geval, beroep kan worden ingesteld bij de Beroepscommissie.

8. Uit de voorafgaande opmerkingen volgt dat het ontwerp van koninklijk besluit moet worden herwerkt, opdat de verschillende kwesties logisch en in chronologische volgorde worden behandeld, en dat er tevens op toegezien moet worden dat een eenvormige terminologie wordt gebruikt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Eerste lid

1. Noch het Verdrag van Chicago, noch de wet houdende instemming ermee vormen een rechtsgrond van het ontwerp van besluit; dit lid dient dus te vervallen.

Zevende lid

"De akkoordbevinding" (lees : het advies) van de Minister van Volksgezondheid behoeft niet te worden ingewonnen; de verwijzing ernaar dient te vervallen.

Negende lid

Er dient te worden geschreven :

"Gelet op advies 30.964/4 van de Raad van State, gegeven op 13 februari 2002;".

Dispositief

Artikel 1

1. Er behoort te worden geschreven "Erkend Expertisecentrum voor Luchtvaartgeneeskunde". Net als de onderzoekend geneesheer, moet het Expertisecentrum voor Luchtvaartgeneeskunde immers eveneens worden erkend.

2. Er dient te worden gepreciseerd dat de geneeskundige verklaring van klasse 1, 2 of 3 kan zijn, naargelang ze afgegeven wordt na een onderzoek van klasse 1, 2 of 3.

In artikel 4, 1°, van het voornoemde ontwerp van ministerieel besluit is immers sprake van een "geneeskundig attest van klasse 1".

3. In de definitie van "geneeskundig attest" wordt gewag gemaakt van de aanvrager of de houder "van een vergunning, een toelating, of een bevoegdverklaring".

Verder in het ontwerp van besluit is echter alleen sprake van de vergunning of de bevoegdverklaring (cf. definitie van "Onderzoek klasse 1") of van "de aanvrager of de houder van een vergunning". Deze bewoordingen dienen derhalve te worden aangevuld.

Voorts dient de tekst van elk streepje te beginnen met het woord "vergunning", "toelating" of "bevoegdverklaring".

4. In de punten 1 en 2 van de definitie van "Grondig geneeskundig onderzoek" is respectievelijk sprake van "een gekwalificeerd geneesheer specialist in oto-rhino-laryngologie en erkend door de Sectie Luchtvaartgeneeskunde" en van "een gekwalificeerd geneesheer specialist in de oftalmologie en erkend door de Sectie Luchtvaartgeneeskunde".

In het ontwerp is echter geen sprake van een procedure voor de "erkenning" van deze geneesheren-specialisten door de sectie Luchtvaartgeneeskunde.

5. In artikel 1 wordt het begrip "vergunning(en) van klasse 1, 2 of 3" omschreven. Die begrippen worden verder in het ontwerp echter niet gebezigd.

Artikel 3

1. Het is de Minister, en niet de directeur-generaal van het Bestuur van de Luchtvaart die de voorzitter van de sectie Luchtvaartgeneeskunde mag benoemen.

2. In paragraaf 2 wordt bepaald dat beslissingen van de sectie Luchtvaartgeneeskunde bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden worden genomen.

Er dient ook te worden bepaald dat bij staking van stemmen, de stem van de voorzitter doorslaggevend is.

3. In paragraaf 1, tweede lid, wordt bepaald dat "in geval de Voorzitter niet beschikbaar is (...) het oudste aanwezig lid de functies van de Voorzitter van de Sectie Luchtvaartgeneeskunde waar(neemt), met uitzondering van de leidinggevende functie van het Medisch Secretariaat".

De afdeling wetgeving vraagt zich derhalve af wie de leidinggevende functie van het medisch secretariaat uitoefent indien de voorzitter niet beschikbaar is.

4. In paragraaf 3, 1°, wordt bepaald dat de sectie Luchtvaartgeneeskunde aan de directeur-generaal van het Bestuur van de Luchtvaart voorstellen doet met betrekking tot de afgifte, de vernieuwing, de schorsing en de intrekking van de erkenning van :

- 1° expertisecentra voor Luchtvaartgeneeskunde;
- 2° onderzoekende geneesheren;
- 3° verantwoordelijke geneesheren.

Geen enkele bepaling van het ontwerp voorziet echter in een bijzondere erkenning voor verantwoordelijke geneesheren.

Bovendien is in de artikelen 9 tot 18 uitsluitend sprake van de erkenning en van de vernieuwing en het automatisch vervallen ervan, maar niet van de procedure of van de gevallen van schorsing en intrekking. Deze leemte moet worden weggewerkt.

5. In paragraaf 3, 7°, is sprake van "afwijkingen en/of beperkingen". Er dient te worden gepreciseerd wat een afwijking en een beperking omvatten.

6. In onderdeel 9° wordt bepaald dat de sectie Luchtvaartgeneeskunde "(...) medische informatie door(geeft) m.b.t. elke aanvrager of houder van een vergunning aan de medische luchtvaartautoriteiten van een derde Staat op verzoek van deze of van de betrokkene zelf".

Hieruit volgt dat voor het verzenden van deze informatie niet altijd de instemming van de betrokkene nodig is.

Krachtens artikel 22 van de Grondwet echter heeft ieder recht op eerbiediging van zijn privé-leven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden die door de wet, en niet bij een koninklijk besluit, worden bepaald. Hieruit volgt dat bij gebrek aan rechtsgrond, de medische gegevens niet mogen worden doorgegeven aan andere personen dan degenen die belast zijn met het afgeven van geneeskundige verklaringen of met het doen van uitspraken over beroepen ter zake.

Artikel 4

1. In paragraaf 2, 1°, moet worden verduidelijkt aan wie de Raad van Luchtvaartgeneeskunde gemotiveerde adviezen geeft of, op zijn minst, wie het advies van deze raad kan inwinnen.

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in paragraaf 2, 2°, de woorden "elk geschil" dienen te worden vervangen door de woorden "elk verschil van opvatting".

Artikel 6

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in paragraaf 1 het tweede deel van de zin als volgt moet worden geredigeerd :

"(...) tegen de beslissingen van de sectie Luchtvaartgeneeskunde waarvan sprake is in artikel 3, § 3, 3°, 6° en 7°".

Deze paragraaf rechtvaardigt immers niet dat geen beroep kan worden ingesteld tegen de beslissingen waarvan gewag wordt gemaakt in de onderdelen 3° en 7°; volgens de gemachtigde ambtenaar gaat het om een onachtzaamheid.

Artikel 7

De termijn waarbinnen de Beroepscommissie haar beslissing moet vellen, zodra het medisch dossier volledig is, moet worden opgegeven.

Artikel 9

In dit artikel wordt bepaald dat indien de erkende onderzoekend geneesheer "verbonden is aan een Expertisecentrum voor Luchtvaartgeneeskunde", dit centrum eveneens erkend moet zijn.

De afdeling wetgeving vraagt zich af of in de Franse tekst met het "Centre de médecine aéronautique" hetzelfde wordt bedoeld als met de "Centres d'expertise de médecine aéronautique" in artikel 10.

Artikel 10

Doordat in paragraaf 2 sprake in is van een periode van "maximum drie jaar" en van "periodes van maximum drie jaar", lijkt er te worden aangegeven dat een erkenning voor minder dan drie jaar kan gelden. Indien dit de bedoeling van de steller van het ontwerp is, moet worden aangegeven volgens welke criteria de erkenning wordt verleend voor een andere periode dan drie jaar.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 11, § 2.

2. Krachtens paragraaf 3, 1°, kan een Expertisecentrum voor Luchtvaartgeneeskunde alleen worden erkend indien het gelegen is binnen de landsgrenzen. Volgens de gemachtigde ambtenaar belet niets dat een piloot zich laat onderzoeken in een erkend centrum in een andere Staat van de Europese Unie.

Dit moet in de tekst worden gepreciseerd.

Artikel 11

1. In paragraaf 3 wordt bepaald dat de erkenning wordt verleend voor het uitvoeren van geneeskundige onderzoeken voor weergeldigverklaring of vernieuwing van de geneeskundige verklaring. Wat met de initiële geneeskundige onderzoeken ?

2. In paragraaf 4 is sprake van "een opleiding in luchtvaartgeneeskunde (...) conform een erkend programma". Er dient onmiddellijk in diezelfde paragraaf, en niet in artikel 17, te worden gepreciseerd dat de opleiding in kwestie de hogere opleiding in luchtvaartgeneeskunde is die vereist is om onderzoeken van klasse 1 uit te voeren en de basisopleiding in luchtvaartgeneeskunde, om onderzoeken van de klassen 2 en 3 te kunnen verrichten.

Artikel 14

Volgens dit artikel bestaat er een "erkende bijscholing".

Geen enkele bepaling van het ontwerp echter voorziet in een regeling voor de erkenning van zo'n opleiding.

Artikel 16

In dit artikel wordt niets toegevoegd aan de artikelen 14 en 15, tenzij de vage vermelding dat de geneeskundige onderzoeken uitgevoerd moeten zijn "tot voldoening van de sectie Luchtvaartgeneeskunde".

Artikel 20

1. De woorden "waar hij zijn aanvraag heeft ingediend" in het eerste lid zijn niet duidelijk, des te meer daar ze in het tweede en het derde lid niet worden herhaald.

2. De woorden "le demandeur ou" in het derde lid van de Franse tekst zijn overbodig en dienen te vervallen. Doordat het immers niet gaat om een initieel onderzoek, is de persoon die het onderzoek moet ondergaan reeds noodzakelijkerwijs houder van een vergunning of een toelating.

3. In het vierde lid dient te worden gepreciseerd dat de kandidaat de vrije keuze heeft tussen het Centrum voor Luchtvaartgeneeskunde en de onderzoekend geneesheer.

Artikel 22

De woorden "Bij het einde van het geneeskundig onderzoek" zijn niet duidelijk. Betekenen ze dat de geneeskundige verklaring moet worden uitgereikt op het ogenblik zelf dat het geneeskundig onderzoek voor de betrokkene geëindigd is ? Dit lijkt weinig waarschijnlijk in het geval van het initiële onderzoek van klasse 1, aangezien in dat geval de verklaring wordt afgegeven door de sectie Luchtvaartgeneeskunde, en niet door de verantwoordelijke geneesheer van het Expertisecentrum voor Luchtvaartgeneeskunde waar de betrokkene de onderzoeken ondergaan heeft.

De gemachtigde ambtenaar heeft de volgende uitleg verstrekt :

"Le certificat médical doit effectivement être directement délivré pour les examens médicaux de revalidation ou de renouvellement des classes 1, 2 et 3 quand aucun examen complémentaire n'est requis.

Dans tous les autres cas, (...) le certificat est envoyé par l'auteur de la décision lorsque les examens complémentaires sont terminés."

De tekst moet dientengevolge worden herzien.

Artikel 23

Er bestaat een contradictie tussen onderdeel 2°, dat bepaalt dat de geneeskundige verklaring wordt afgegeven door de verantwoordelijke geneesheer van het Expertisecentrum voor Luchtvaartgeneeskunde voor alle onderzoeken van de klassen 2 en 3, en onderdeel 3°, dat bepaalt dat voor onderzoeken voor weer geldigverklaring of vernieuwing van de klassen 2 en 3, de geneeskundige verklaring wordt afgegeven door de onderzoekend geneesheer.

In onderdeel 2° lijken derhalve alleen de initiële onderzoeken van de klassen 2 en 3 te moeten worden vermeld, wat des te logischer is daar de betrokkenen de onderzoeken van de klassen 2 en 3, initiële onderzoeken uitgezonderd, niet noodzakelijkerwijs hoeven te ondergaan in een Expertisecentrum voor Luchtvaartgeneeskunde (artikel 20, derde lid).

.../...

Artikel 30

De afdeling wetgeving veronderstelt dat de in paragraaf 3 bedoelde uitzonderingen door de Minister zullen worden bepaald. Dit dient derhalve uitdrukkelijk te worden gesteld en er dient een rechtvaardigingsgrond voor deze uitzonderingen te worden aangegeven. Zo niet zal de vastgestelde bepaling niet aanvaardbaar zijn, daar de Minister er zonder beperking van zal kunnen afwijken.

Artikel 32

De tekst achter het tweede streepje van de onderdelen 1° en 2° is weinig bevattelijk, omdat de verschillende types van onderzoeken (grondig, gewoon en algemeen) in het ontwerp niet worden geregeld.

Artikel 33

In paragraaf 2 moet worden gepreciseerd wat een IFR bevoegdverklaring is.

Artikel 35

1. Het opschrift boven dit artikel is niet gepast ten aanzien van de bescherming van het moederschap.

Het dient te worden gewijzigd, ofwel dienen de regels betreffende zwangerschap in een andere bepaling te worden opgenomen.

2. In verband met paragraaf 3, 3°, vraagt de afdeling wetgeving zich af of de schorsing geldt van rechtswege. Moet de geneeskundige verklaring niet worden teruggezonden ?

.../...

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het attest in geval van schorsing moet worden teruggezonden. Deze verduidelijking moet in het ontwerp van besluit worden aangebracht.

3. Veeleer dan in paragraaf 3, vierde lid, te voorzien in een regeling die veel weg heeft van een schorsing, is het beter te bepalen dat in geval van zwangerschap de sectie Luchtvaartgeneeskunde de periode van schorsing van de geneeskundige verklaring en de eventuele voorwaarden vaststelt.

4. In paragraaf 4 moet worden aangegeven dat de vermelde gevallen van rechtswege schorsing van de geldigheid van de geneeskundige verklaring meebrengen gedurende respectievelijk achtenveertig en twaalf uur.

Artikel 36

1. Het is beter deze bepaling onder te brengen in artikel 20 of erna.

2. De woorden "De aanvrager of de houder van een geneeskundig attest" moeten worden vervangen door de woorden "Degene die een geneeskundig onderzoek ondergaat".

Artikel 37

In dit artikel is sprake van "de aanvrager of de houder van een oefenvergunning".

De afdeling wetgeving vraagt zich af om welke reden in het ontwerp alleen sprake is van de oefenvergunning. Het spreekt vanzelf dat eenieder die een geneeskundig onderzoek moet ondergaan, de vergunning, bevoegdverklaring of toelating waarvan hij houder is of die hij wenst te verkrijgen, moet aangeven.

.../...

Voorts wordt in artikel 1 van het ontwerp slechts een type van toelating tot oefenen vermeld.

Ten slotte hoort deze bepaling veeleer thuis in artikel 20.

Artikel 39

De verordenende bevoegdheid om de formulieren die worden gebruikt vast te stellen, dient te worden gedelegeerd aan de Minister, en niet aan de directeur-generaal van het Bestuur van de Luchtvaart. Aan een ambtenaar mag immers geen verordenende bevoegdheid worden verleend.

Artikel 40

Het ministerieel besluit van 8 februari 1985 moet worden opgeheven bij het ministerieel besluit.

Artikel 42

Er dient te worden geschreven :

"Art. 42. De minister bevoegd voor de luchtvaart".

SLOTOPMERKINGEN

Wanneer tussen zekere groepen van artikelen opschriften worden ingevoegd, behoren daartoe hoofdstukken te worden gebezigd.

1. Het grote aantal artikelen van het ontwerp wettigt trouwens zulk een indeling. Het laatste hoofdstuk dient in dat geval het opschrift "Diverse bepalingen en slotbepalingen" te dragen.

.../...

2. In talrijke artikelen van het ontwerp wordt gebruik gemaakt van streepjes; deze werkwijze dient te worden vermeden om moeiteloos de betrokken bepalingen te kunnen onderkennen.

3. In de Franse tekst moet telkens "§ 1^{er}" in plaats van "§ 1" worden geschreven.

Slotopmerkingen van taalkundige aard

De Nederlandse tekst van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik slecht gesteld en zou volledig herwerkt moeten worden. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld dienaangaande een aantal tekstvoorstellen gedaan.

Artikel 1

Men schrijve "onderzoekend geneesheer" en niet "geneesheer-examinator"; "afgegeven" in plaats van "afgeleverd"; "geschikt verklaard is" in plaats van "geschikt verklaard werd"; "behoren tot de bevoegdheid van" in plaats van "ressorteren onder de bevoegdheid van"; "door middel van" en niet "bij middel van"; "vernieuwing" in plaats van "hernieuwing"; "plaatsheeft in de loop van de 45 dagen" in plaats van "gebeurt tijdens de 45 dagen".

Artikel 2

Men schrijve "bij het Ministerie" en niet "in de schoot van het Ministerie".

Artikel 3

Paragraaf 1, eerste lid, zou aldus gesteld moeten worden :

"De sectie Luchtvaartgeneeskunde (...) leden die uit geneesheren bijzonder bevoegd voor luchtvaartgeneeskunde, zijn aangewezen door de minister bevoegd voor het Bestuur van de Luchtvaart."

Verder schrijve men "een lid van wie" in plaats van "een lid waarvan"; "de functie" en niet "de functies".

In paragraaf 3 schrijve men in onderdeel 5°, in fine, "ermee belasten" in stede van "ermee gelasten"; in onderdeel 7°, tweede lid, "geschiktheidsverklaring" en niet "beslissing tot geschiktheid".

Artikel 4

In onderdeel 2° schrijve men "geneeskundige onderzoeken" en niet "medische onderzoekingen",

In onderdeel 4° schrijve men "uitvoerend personeel" in plaats van "uitvoeringsagenten".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPÉRÉE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme V. FRANCK, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. V. FRANCK, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS